

LA GOUVERNANCE ECONOMIQUE MONDIALE DEPUIS 1975

En 1945, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Etat, comme échelle de gouvernance, n'est plus jugé apte à garantir la paix et la prospérité dans le monde. Dans l'immédiat après-guerre, le maître mot est donc celui de coopération. Tandis que, sur le plan politique, depuis le Congrès de La Haye (1948), est lancé le projet d'une gouvernance européenne, sur le plan économique, depuis la Conférence de Bretton Woods (1944), est lancé le projet d'une gouvernance mondiale. Cette gouvernance économique mondiale, entre 1944 et 1975, a été presque entièrement dominée par les Etats-Unis. Depuis 1975, toutefois, cette hégémonie américaine, reposant sur la BM et le FMI, est abandonnée.

Comment la gouvernance économique mondiale s'organise-t-elle depuis 1975 ?

La gouvernance économique mondiale, placée entre les mains des seules puissances du Nord entre 1975 et 1999, entre celles des puissances du Nord et du Sud depuis 1999, est remise en cause par certains, notamment les altermondialistes.

I/ Entre 1975 et 1999, la gouvernance économique mondiale est aux mains des seules puissances du Nord.

A/ Le G6, ou « Groupe des Six », formé en 1975 : présentation

les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Italie. Le G6 voit le jour lors d'un Sommet organisé au château de Rambouillet, du 15 au 17 novembre 1975, à l'initiative du président français Valéry Giscard d'Estaing. Les six chefs d'Etat, fondateurs du groupe, s'engagent à se réunir au moins une fois par an, avec une présidence tournante, afin d'évoquer de manière informelle, c'est-à-dire sans structure officielle et légale, les questions économiques mondiales. En 1976, à la demande conjointe des Américains et des Allemands, le Canada rejoint le G6 qui de fait devient le G7 et même le G8 en 1998 lorsque la Russie, sept ans après la fin de la Guerre froide, rejoint à son tour le club très privé des pays les plus riches de la planète.

B/ Fonctionnement :

Les décisions prises par le G8 ne sont pas impératives, mais indicatives. Il n'existe aucun pouvoir de sanction contre les Etats membres qui ne se conformeraient pas à la décision collective. La présidence du groupe, par ailleurs, tourne chaque année parmi les Etats membres. Les réunions du G7/G8 n'ont plus lieu dans de grandes villes, telles Paris (1989), Londres (1991) ou Tokyo (1993), mais désormais, pour des raisons de sécurité, dans des villes plus petites et moins accessibles, telles L'Aquila (Italie, 2009), Deauville (France, 2011) et Camp David (Etats-Unis, 2012).

A partir de 1999, du fait du déclin des pays du Nord et de l'émergence des pays du Sud, tant sur le plan démographique qu'économique, le G7/G8, sans disparaître, est concurrencé par une autre institution, le G20, qui réunit à la fois des puissances du Nord et des puissances du Sud.

II/ Depuis 1999, la gouvernance économique mondiale est aux mains des puissances du Nord et du Sud

A/ Le G20, ou « Groupe des Vingt » :

C'est un groupe composé de 19 pays (10 du Nord, 9 du Sud) ainsi que de l'UE. Il est créé en 1999, en marge du G8 réuni à Washington, à l'initiative de Paul Martin, ministre des Finances du Canada, lors d'une réunion des ministres des Finances du G8, afin de permettre l'établissement d'un dialogue entre les principaux responsables économiques des pays industrialisés et des pays émergents, ce que ne permettaient pas les réunions du G8. Lors de la première réunion du G20, toutefois, seuls sont alors présents les 20 ministres des Finances des 20 pays concernés. Il faut attendre 2008, et l'initiative du président français Nicolas Sarkozy, pour assister à la première réunion des 20 chefs d'Etat ou de gouvernement du G20, dont les réunions sont dorénavant organisées au moins une fois par an.

B/ un groupe influent :

Aujourd'hui, le G20 représente à lui seul 70% de la population planétaire, 85% du commerce international et plus de 90% du produit mondial brut. Il est devenu le lieu privilégié dans le cadre duquel les pays émergents tentent d'imposer leurs vues aux pays du Nord, une pratique complètement inédite jusqu'alors. Il ne faut pas croire, pour autant, que, dans le cadre du dialogue Nord-Sud, les relations sont nécessairement cordiales et les rapports feutrés. Bien au contraire : lorsqu'il s'agit, par exemple, pour les pays du Sud, de forcer les pays du Nord à mettre fin aux politiques de subventions de leurs agriculteurs afin de soutenir leur compétitivité, les négociations achoppent régulièrement, comme en témoigne l'échec du cycle de Doha du fait du refus des Occidentaux de « sacrifier » leur agriculture (2006).

Depuis le début du XXI^e siècle, le G20 incarne donc la face visible de la mise en place d'un véritable gouvernement économique mondial. C'est ce « directoire » économique de la planète que critiquent certains, notamment les altermondialistes.

III/ La gouvernance économique mondiale est critiquée par le mouvement altermondialiste

A/ Le mouvement altermondialiste :

Il désigne une mouvance, voire une nébuleuse, très hétéroclite, constituée de partis politiques, de syndicats et d'associations de gauche, dont le point commun est le rejet du libéralisme, motif pris qu'il serait injuste pour les personnes du fait du creusement des inégalités qu'il favorise et dangereux pour l'environnement du fait des atteintes irréversibles qu'il lui fait subir. Les altermondialistes défendent, en conséquence, la mise en place de ce que l'on appelle une politique de développement durable. Le développement durable, inventé par l'ONU en 1987, puis repris par le mouvement altermondialiste dès sa fondation, consiste en trois règles : favoriser l'enrichissement sur le plan économique ; réduire les inégalités sur le plan social ; et respecter l'environnement sur le plan écologique. C'est la seule solution, disent les altermondialistes, pour parvenir à créer un monde meilleur, à la fois plus juste et plus propre, qui ne compromettrait pas l'avenir des générations futures. Or, c'est précisément parce que la gouvernance économique mondiale fait prévaloir l'économie sur le social et l'environnement, mais aussi les intérêts des pays du Nord sur ceux des pays du Sud, que le mouvement altermondialiste manifeste bruyamment dans les rues des villes où sont régulièrement organisés les Sommets du G8 ou du G20.

B/ Les débuts de la contestation :

C'est en novembre 1999 que, à l'occasion d'un sommet de l'OMC à Seattle, un mouvement de contestation de la mondialisation libérale voit le jour. D'abord appelés antimondialistes, les participants à ce contre-sommet sont vite rebaptisés altermondialistes, parce qu'ils ne sont pas contre la mondialisation en soi, mais contre la mondialisation capitaliste et, à l'inverse, pour une autre forme de mondialisation, moins libérale et plus socialisante. Lors de la bataille de Seattle, comme on l'appelle désormais, les altermondialistes ont remporté une double victoire : victoire médiatique, d'abord, dans la mesure où pour la première fois le mouvement attire sur lui les caméras du monde entier ; victoire politique, ensuite, dans la mesure où en raison des manifestations et de l'ambiance quasi insurrectionnelle qui régnait alors dans la métropole américaine, l'OMC a préféré suspendre ses travaux. Un an après à peine, en janvier 2001, le mouvement altermondialiste se réunit à Porto Alegre, au Brésil, alors dirigé par le président socialiste Lula da Silva, sensible au discours de l'altermondialisme. Par opposition au Forum économique mondial qui réunit tous les ans à Davos en Suisse quelques-uns des plus influents défenseurs du libéralisme (hommes politiques, chefs d'entreprise, universitaires, journalistes), les altermondialistes donnent à leur réunion le nom de Forum social mondial. Il réunit 60.000 participants originaires de 123 pays. Depuis lors, tous les deux ans, dans une ville différente, le Forum social mondial rassemble ses partisans sous la bannière d'une devise commune : « Un autre monde est possible », sous-entendu une autre gouvernance économique mondiale (avec d'autres acteurs et d'autres règles) est souhaitable.

Depuis 1944, et la conférence de Bretton Woods, la gouvernance économique mondiale, originellement placée sous la domination des Etats-Unis, est donc devenue multipolaire, d'abord, à la faveur de l'affirmation des pays du Nord lors des crises des années 1970, ensuite, à la faveur de l'affirmation des pays du Sud lors de l'essor de la mondialisation au cours des années 1990. L'économie mondiale est-elle devenue plus juste pour autant ?